

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'



DELIBERATION 2011-008



Autorisation donnée à la Présidente de signer un contrat de prêt pour le financement de la subvention d'investissement prévue dans la convention de DSP, en complément des apports de la Région Ile-de-France et des Communes.

Le jeudi 26 mai 2011 les membres du comité syndical, convoqués le 04 mai 2011, se sont réunis en séance publique au Syndicat mixte Autolib' à l'Hôtel de Ville de Paris (5 rue de Lobau 75004 PARIS), à 09H30, sous la présidence d'**Annick LEPETIT**, Présidente du Comité Syndical.

Étaient présents,

Bernard ACCART COURBEVOIE, **Pierre AVRIL** CA Sud de Seine (MALAKOFF), **Alain BERGOT** MAISONS-ALFORT, **Samuel BESNARD** CACHAN, **Christine BRUNEAU** CA Grand Paris Seine Ouest (BOULOGNE-BILLANCOURT), **Michel DELOISON** NEUILLY-SUR-SEINE, **Sophie DESCHIENS** LEVALLOIS-PERRET, **Jacques DUBY** SEVRES, **Geneviève GAILLABAUD** LA GARENNE COLOMBES, **Catherine GARDIN** Grand Paris Seine Ouest (MEUDON), **William LANZ** ASNIERES, **Philippe LEBEAU** PANTIN, **David MAHÉ** Grand Paris Seine Ouest (VANVES), **Jean-Luc MILLARD** DRANCY, **François-Marie PAILLER** Grand Paris Seine Ouest (CHAVILLE), **Patrice PATTÉE** SCEAUX, **Pascal PERRIN** CA Mont Valérien (RUEIL-MALMAISON), **Sophie TAILLE-POLIAN** (VILLEJUIF),

Ont donné pouvoir en leur nom avant l'ouverture de la séance :

Gérard MAHE CA Sud de Seine (FONTENAY-AUX-ROSES) à **Pierre AVRIL** CA Sud de Seine (MALAKOFF), **Jacques GODARD** LE BOURGET à **Jean-Luc MILLARD** DRANCY, **Pierre MANSAT** PARIS à **Annick LEPETIT**, **René ROUQUET** CA Plaine Centrale du Val-de-Marne (ALFORTVILLE) à **Samuel BESNARD** (CACHAN).

Étaient absents et représentés :

Patrick BEAUDOUIN SAINT-MANDÉ par **Françoise FOUGEROLE**, **Bruno CHANUT** NANTERRE par **Jamel MAZOUZI**, **Olivier DOSNE** JOINVILLE-LE-PONT par **Patrice GENTRIC**, **Gaston GARINO** PUTEAUX par **Robert BERNASCONI**, **Muriel GOUDOU** GENNEVILLIERS par **Olivier MERIOT**, **Delphine HERBERT** CC Charenton-le-Pont-Saint-Maurice (CHARENTON-LE-PONT) par **Anne-Marie THIERCE**, **Georges SIFFREDI** (CHATENAY-MALABRY) **Jean-Paul MARTINERIE**,

Étaient absents et non représentés :

Alain BORTOLAMEOLLI VILLENEUVE-LA-GARENNE, **Jean-Paul BOULET** CHATILLON, **Gérald CALZETTONI** ROMAINVILLE, **Laurent CATHALA** CRÉTEIL, **Nicolas CHOJNACKI** MONTROUGE, **Marc EVERBECQ** BAGNOLET, **Morgane GARNIER** SAINT-OUEN, **Jean-Paul GAUDIN** Grand Paris Seine Ouest (VILLE D'AVRAY), **François KALFON** Région Île-de-France, **Philippe KALTENBACH** CA Sud de Seine (CLAMART), **Christian METAIRIE** ARCUEIL, **Christophe PAQUIS** LES LILAS, **Christophe PROVOT** Grand Paris Seine Ouest (ISSY-LES-MOULINEAUX), **Joseph ROSSIGNOL** LIMEIL-BREVANNES, **Philippe SARRE** (COLOMBES), **Jean-Louis TESTUD** CA Mont-Valérien (SURESNES), **Bruno TUDER** CA Sud de Seine (BAGNEUX), **Benoît WOESSMER** CC Charenton-le-Pont-Saint-Maurice (SAINT-MAURICE).

Ont également assisté à la séance sans participation au vote :

Hervé AUDIC SCEAUX, **Philippe LUTAUD** CLAMART

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'



DELIBERATION 2011-008

Autorisation donnée à la Présidente de signer un contrat de prêt pour le financement de la subvention d'investissement prévue dans la convention de DSP, en complément des apports de la Région Ile-de-France et des Communes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte Autolib',

Vu les statuts du syndicat mixte Autolib',

Vu la délibération n° 2010-030 du 16 décembre 2010 par laquelle le Comité Syndical mandate sa Présidente pour signer une convention de délégation de service public avec le groupe Bolloré,

Vu la convention de DSP signée avec Société Autolib,

Vu le rapport relatif

Vu le projet de contrat de prêt proposé par la Société Générale,

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique : La présidente est autorisée à signer le contrat de prêt joint, permettant le financement de la subvention d'investissement telle que prévue dans la convention de DSP.

La Présidente du Comité Syndical

CONTRAT DE PRET A TAUX FIXE DE MARCHÉ

Entre les soussignés

- Le Syndicat Mixte AUTOLIB' représenté par M. Sylvain MARTY agissant en qualité de Directeur, habilité par l'arrêté en date du 12/10/2009 annexée au présent contrat, ci-après désigné " l'Emprunteur ", d'une part,

et

- La Société Générale, Société Anonyme au capital de 933 027 038.75 EUR dont le Siège Social est à PARIS, 29 Boulevard Haussmann, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 RCS PARIS, représentée aux fins des présentes par Madame Antonia BROUAIL agissant en qualité de Responsable du Service Gestion Entreprises au sein du Pôle Services Clients de Val de Fontenay – 10-12, avenue des Olympiades 94120 FONTENAY SOUS BOIS Cedex, en vertu d'une procuration donnée le 13/05/2008 par Madame Marie-Christine ALFARE Responsable des Opérations Clientèle Entreprises au sein du Pôle Services Clients de Val de Fontenay (94) de ladite société et déposée au rang des minutes de l'office notarial sis à PARIS, 9, rue d'Astorg, ci-après désignée " la Banque ", d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet, montant et durée du Prêt

La Banque s'engage à consentir à l'Emprunteur, dans les conditions fixées à l'article 2, un prêt d'un montant de EUR 18 000 000. (Dix huit millions d'euros), d'une durée globale de 11 ans et 5 mois, destiné à financer les investissements prévus au budget. La responsabilité de la Société Générale ne saurait être engagée du fait d'un emploi des fonds contraire à cet objet.

Ce prêt comporte :

- une phase de mobilisation, de la date de signature du contrat jusqu'à la date de fin de la phase de mobilisation, le 28/08/2012. Pendant la phase de mobilisation, l'Emprunteur effectue des tirages et des remboursements au gré de ses besoins suivant les modalités exposées à l'article 3.

- une phase de consolidation d'une durée de 10 ans, à compter du 28/08/2012. En phase de consolidation, le prêt s'amortit conformément au tableau d'amortissement joint en annexe 4 du présent contrat.

ARTICLE 2 : Durée de validité de l'offre et formation du contrat de Prêt

La présente offre transmise à l'Emprunteur par la Banque est valable jusqu'au 31/05/2011 sauf accord préalable et express de la Banque.

2.1 – Cette offre, déjà signée par la Banque et émise en trois exemplaires, après avoir été datée et signée par l'Emprunteur, est à retourner à la Banque au plus tard à la date mentionnée ci-dessus, accompagnée :

- de la délibération exécutoire de délégation d'attributions du Comité du Syndicat au Président,
- de l'arrêté du Président subdéléguant sa compétence au Directeur
- de la décision exécutoire du Directeur de contracter le présent Prêt, conforme au modèle figurant en Annexe 1 de la présente offre.

Toutes les formalités ci-dessus accomplies, la présente offre formera contrat dès réception par la Banque.

2.2 - A défaut de réception par la Banque du contrat et des documents visés à l'article 2.1, à la date susvisée, ladite offre sera caduque sauf accord préalable et express de la Banque pour proroger cette date.

2.3 - En outre, l'Emprunteur s'engage dans le délai de recours contentieux à informer immédiatement la Banque de tout recours initié par l'organe de tutelle.

2.4 - L'organe exécutif de l'Emprunteur s'engage, conformément à la réglementation en vigueur qui lui est ou serait applicable, à informer l'organe délibérant de l'Emprunteur de l'ensemble des actes pris dans le cadre du présent contrat de prêt et notamment, à l'occasion de toutes les opérations financières utiles à la gestion de l'emprunt qu'il effectuerait, tels qu'une restructuration ou un réaménagement de l'emprunt, les documents et actes qui lui sont communiqués par la Banque et présentant, avant puis après la mise en place desdites opérations, l'ensemble de leurs caractéristiques.

ARTICLE 3 : Phase de mobilisation du Prêt

3.1 – Demande de tirage

Pendant la phase de mobilisation du prêt définie à l'article 1 et sous réserve qu'il n'existe pas de fait susceptible de constituer un cas d'exigibilité anticipée au sens de l'article 5 du présent contrat, la Banque mettra à disposition de l'Emprunteur le prêt en un ou plusieurs tirages. L'Emprunteur adresse par télécopie au service de gestion des prêts au secteur public et parapublic de la Société Générale une

demande établie suivant modèle figurant en annexe 2. Le délai de préavis est de trois jours ouvrés s'agissant du premier tirage et de un jour ouvré avant 12 heures pour les tirages suivants. Cette demande fait preuve des instructions à la Banque. L'Emprunteur transmet également une copie de cette demande au Comptable Public teneur de son compte.

La Banque mettra les fonds à disposition de l'Emprunteur suivant les modalités indiquées à l'article 14.

Le montant unitaire des tirages est librement déterminé par l'Emprunteur sous réserve que la somme du tirage effectué et du montant des tirages antérieurs en cours n'excède pas, à la date du tirage considéré, le montant du profil d'amortissement maximum autorisé du prêt mentionné à l'article 1.

En phase de mobilisation, les tirages non encore consolidés définitivement sont amortissables in fine à la date de fin de la phase de mobilisation, sauf indication d'une date d'échéance antérieure par l'Emprunteur.

La demande de tirage fait mention des caractéristiques suivantes :

- montant du tirage
- date de versement
- date d'échéance du tirage (si antérieure à la date de fin de la phase de mobilisation)
- index à appliquer (EONIA, TAG 1 à 12 mois ou EURIBOR 1 à 12 mois), dans le respect des dispositions et contraintes spécifiques à chaque index énoncées à l'article 5.

En cas de tirages successifs sur EONIA, chaque nouveau tirage s'impute sur le tirage antérieurement indexé sur EONIA pour constituer un encours cumulé sans distinction des tirages.

Un tirage peut être consolidé dès sa mise à disposition suivant les modalités exposées à l'article 4.1.

3.2 - Remboursement des tirages

3.2.1 – Remboursement normal des tirages

Les échéances de remboursement du capital des tirages non encore consolidés définitivement sont exigibles et payables conformément au profil d'amortissement in fine de chaque tirage. La Banque adresse un avis à l'Emprunteur, par courrier, 28 jours avant chaque échéance de remboursement du capital.

3.2.2 – Remboursement anticipé d'un tirage

Sous réserve d'un préavis précisé ci-dessous et sur simple demande suivant modèle figurant en annexe 2, adressée par télécopie au service de gestion des prêts au secteur public et parapublic de la Société Générale, faisant preuve des instructions à la Banque et dont copie sera également transmise par l'Emprunteur au Comptable Public teneur de son compte, l'Emprunteur peut solliciter le remboursement anticipé d'un tirage.

En cas de remboursement anticipé total, le tirage sera résilié à la date retenue pour le remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, le montant remboursé ne pourra porter que sur une somme minimum de 100 000 euros. Il sera affecté en priorité au règlement de toute somme exigible en principal et/ou en intérêts due à la Banque au titre du présent Prêt.

Le préavis de remboursement anticipé est de :

- un jour ouvré avant 12 heures, si le remboursement anticipé a lieu à l'échéance de la période de l'index en cours.
- dix jours ouvrés, si le remboursement anticipé a lieu hors échéance de la période de l'index en cours.

Le remboursement anticipé d'un tirage hors échéance de la période de l'index donne lieu à des modalités spécifiques de décompte et de perception d'intérêts exposées aux articles 3.3.2.3 (TAG) et 3.3.3.3 (EURIBOR).

3.2.3 - Reconstitution du droit à tirage

En phase de mobilisation, le remboursement d'un tirage génère la reconstitution d'un droit à tirage du même montant. Tout nouveau tirage sera effectué dans les conditions énoncées à l'article 3.1.

3.3 - Intérêts

3.3.1- Indexation sur EONIA

3.3.1.1 - Définition de l'EONIA, mode de constatation et critères d'application

L'EONIA (Euro OverNight Index Average), ou TEMPÉ (Taux Moyen Pondéré en Euros), désigne la moyenne arithmétique des taux constatés pour des opérations de prêts interbancaires consenties par un panel de banques de référence, cette moyenne étant pondérée par le volume respectif des transactions effectuées.

Ce taux est calculé par la Banque Centrale Européenne et publié par la Fédération Bancaire Européenne, entre 18 heures 45 et 19 heures et applicable le même jour. En tout état de cause, en cas de non publication le jour même, il est publié le lendemain ouvré TARGET en début de matinée, tout en restant applicable aux opérations de la veille.

Un jour ouvré TARGET signifie un jour où le système de paiement TARGET est ouvert.

TARGET (Trans-European Automated Real time Gross settlement Express Transfer) est le système européen de règlement brut en temps réel qui relie la Banque Centrale Européenne aux banques centrales nationales des Etats participants à l'Union Economique et Monétaire, via leurs systèmes nationaux de règlement brut en temps réel (Real Time Gross Settlement, ci-après dénommé " RTGS ") respectifs. Le système

d'interconnexion TARGET est ouvert tous les jours de la semaine, samedi et dimanche exceptés, où au moins deux RTGS sont ouverts et connectés au système. Il est fermé les 1er janvier, Vendredi Saint, Lundi de Pâques, 25 et 26 décembre.

L'index EONIA est applicable quelque soit le profil d'amortissement du tirage.

3.3.1.2 - Décompte et perception des intérêts

Les tirages indexés EONIA portent intérêt chaque jour à EONIA majoré de 1.50 %. Il est entendu que les jours non ouvrés TARGET, on applique l'EONIA publié le dernier jour ouvré TARGET précédent.

Les intérêts afférents aux tirages indexés sur EONIA sont décomptés chaque jour en appliquant le diviseur réglementaire de 360 jours.

Le premier jour ouvré de chaque mois civil, la Banque adresse à l'Emprunteur, par télécopie confirmée par courrier, un relevé des intérêts dus au titre du mois civil précédent. Les intérêts sont exigibles et payables chaque 15 du mois civil au titre du mois civil précédent.

3.3.2 - Indexation sur TAG

3.3.2.1 - Définition du TAG, mode de constatation et critères d'application

Le TAG 1 mois (Taux Annuel Glissant 1 mois) correspond au taux de rendement d'un placement mensuel de date à date dont le taux de référence pour le calcul des intérêts est la moyenne arithmétique des EONIA tel que cet index est défini à l'article 3.3.1.1 Le nombre de jours d'un mois glissant de date à date est égal à celui du mois civil qui précède l'échéance de ce mois glissant.

Le TAG 2 à 12 mois (Taux Annuel Glissant 2 à 12 mois) correspond au taux de rendement d'un placement bimensuel, trimestriel [...] ou annuel de date à date renouvelé chaque fin de mois glissant pendant les deux, trois [...] ou douze derniers mois écoulés, avec capitalisations successives des intérêts mensuels, dont le taux de référence pour le calcul des intérêts composés est la moyenne arithmétique des EONIA tel que cet index est défini à l'article 3.3.1.1. Le nombre de jours d'un mois glissant de date à date est égal à celui du mois civil qui précède l'échéance de ce mois glissant.

Les TAG 1 à 12 mois sont publiés sur le Réseau Reuter sous l'égide de l'Association Française des Banques.

Les index TAG 1 à 12 mois sont applicables aux tirages dont la périodicité d'amortissement est supérieure ou égale à respectivement 1 à 12 mois entiers et ne comportant aucune échéance d'amortissement pendant la période de 1 à 12 mois de l'index TAG choisi.

3.3.2.2 - Décompte et perception des intérêts

Les tirages indexés sur TAG 1 à 12 mois portent intérêt à l'échéance de chaque période d'intérêt de un à douze mois au TAG de la durée correspondant à celle de la période d'intérêt, calculé le dernier jour de la période d'intérêt et publié le lendemain ouvré, majoré de 1.50 %.

Les intérêts afférents aux tirages indexés sur TAG 1, 2, 3 [...] 12 mois sont décomptés compte tenu du nombre exact de jours du mois, du bimestre, trimestre [...] de l'année d'utilisation en appliquant le diviseur réglementaire 365 jours ou 366 jours si la période d'intérêt considérée comporte un 29 février.

A l'échéance de la période de l'index ou le lendemain ouvré si ce jour est non ouvré, la Banque adresse à l'Emprunteur par télécopie confirmée par courrier un relevé des intérêts dus au titre de ladite période.

Les intérêts afférents aux tirages indexés sur TAG sont exigibles et payables 15 jours après la date de publication du TAG considéré.

3.3.2.3 - Changement d'index ou de taux ou remboursement anticipé en cours de période d'un index TAG

En cas de changement d'index ou de remboursement anticipé en cours de période d'un index TAG, les intérêts dus par l'Emprunteur sont calculés, à compter la date de début de la période de l'index TAG considéré, sur la base d'un taux égal à la capitalisation des TMM relatifs aux mois civils entiers écoulés et de la moyenne des EONIA pour les fractions inframensuelles civiles écoulées. L'EONIA est défini à l'article 3.3.1.1. Le TMM (Taux Moyen Mensuel du marché monétaire au jour le jour) correspond en effet à la moyenne arithmétique des EONIA calculée chaque mois civil et publiée par la Banque de France en début de mois civil suivant. Les intérêts sont décomptés compte tenu du nombre exact de jours écoulés entre la date de début de période de l'index TAG et la date de changement d'index ou de remboursement anticipé, sur la base d'une année de 360 jours.

Le lendemain ouvré de la date de changement d'index ou de remboursement anticipé, la Banque adresse à l'Emprunteur par télécopie confirmée par courrier un relevé des intérêts dus au titre de la période.

Les intérêts sont exigibles et payables 15 jours après la date de changement d'index ou de remboursement anticipé.

3.3.3 - Indexation sur EURIBOR

3.3.3.1 - Définition de l'EURIBOR, mode de constatation et critères d'application

L'EURIBOR (Taux Interbancaire Offert en Euros) désigne la moyenne arithmétique des taux offerts par un panel de banques de référence pour des dépôts en Euros sur une période déterminée.

Il est calculé sur la base d'une année de 360 jours par la FBE (Fédération Bancaire de l'Union Européenne) et publié à 11 heures, heure de Bruxelles, sur la page 248 du serveur Telerate, deux jours ouvrés TARGET avant la date de départ de la période d'intérêt correspondante.

La Banque constatera donc le niveau de l'EURIBOR publié à J-2 jours ouvrés TARGET, J étant le premier jour de la période d'intérêts considérée.

Les index EURIBOR 1 à 12 mois sont applicables aux tirages dont la périodicité d'amortissement est supérieure ou égale à respectivement 1 à 12 mois entiers et ne comportant aucune échéance d'amortissement pendant la période de 1 à 12 mois de l'index EURIBOR choisi.

3.3.3.2 - Décompte et perception des intérêts

Les tirages indexés sur EURIBOR portent intérêt selon le cas à l'échéance de la période de 1 à 12 mois à l'EURIBOR 1 à 12 mois correspondant publié deux jours ouvrés TARGET avant le début de la période d'intérêt considérée et majoré de 0.95 %.

Les intérêts afférents aux tirages indexés sur EURIBOR 1, 2, 3 [...] 12 mois sont décomptés compte tenu du nombre exact de jours du mois, du bimestre, trimestre [...] de l'année d'utilisation, en appliquant le diviseur réglementaire de 360 jours.

La Banque adresse à l'Emprunteur par courrier, 28 jours avant l'échéance de la période d'intérêt, un relevé des intérêts qui seront dus au titre de cette période.

Les intérêts afférents aux tirages indexés sur EURIBOR sont exigibles et payables le jour de l'échéance de l'EURIBOR, ou la veille ouvrée si ce jour est un jour non ouvré.

3.3.3.3 - Changement d'index ou de taux ou remboursement anticipé en cours de période d'un index EURIBOR

En cas de changement de taux ou d'index en cours de période d'intérêt d'un index EURIBOR, tel que décrit à l'article 3.3.5, ou de remboursement anticipé en cours de période d'intérêt d'un index EURIBOR, tel que décrit à l'article 3.2.2, l'Emprunteur devra régler à la Banque, pour tenir compte tant des intérêts courus que de l'évolution des taux, une soulte actuarielle définie ci-après, si cette soulte est positive.

Cette somme sera notifiée à l'Emprunteur par l'envoi d'une télécopie la veille ouvrée de la date retenue pour le changement d'index ou de taux ou de la date retenue pour le remboursement anticipé et devra être payée à la Banque au plus tard 15 jours après cette date.

La soulte actuarielle sera égale à la valeur actuelle (définie au 3.3.3.3.1 ci-après) de la différence D des montants A et B ci-après :

A : les intérêts calculés au taux de l'EURIBOR en cours pour la période d'intérêt en cours du tirage considéré au titre du service de l'intérêt du capital remboursé par anticipation.

B : les intérêts provenant du remplacement du capital remboursé par anticipation, entre la date de remboursement anticipé et la date d'échéance de l'EURIBOR choisi pour ce tirage, au taux défini au 3.3.3.3.2.

3.3.3.3.1 - Valeur actuelle

La valeur actuelle du montant D au jour du remboursement anticipé est le montant V qu'il faudrait placer au taux d'intérêt t pour obtenir le montant D au bout d'une durée n.

V est déterminé en appliquant la formule suivante, selon l'usage du marché monétaire :

$$V = \frac{D}{\left(1 + \frac{t}{100} \times \frac{n}{360}\right)}$$

où :
V est la valeur actuelle du montant D
D est le montant égal à la différence entre A et B (définis précédemment)
t est le taux d'actualisation défini au 3.3.3.3.2
n est la durée, en jours, entre la date retenue pour le changement de taux ou le remboursement anticipé et la date d'échéance de l'index choisi pour ce tirage.

3.3.3.3.2 - Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation, appliqué pour le calcul de la valeur actuelle et des intérêts de remplacement, sera celui correspondant à la durée entre la date retenue pour le changement de taux ou le remboursement anticipé et la date d'échéance de l'index choisi pour ce tirage. Il sera calculé par interpolation linéaire entre les deux taux de référence définis au 3.3.3.3.3 ci-après correspondant aux durées les plus proches qui permettent d'encadrer la durée séparant la date d'échéance de l'index choisi pour ce tirage de la date retenue pour le remboursement anticipé, selon la formule suivante :

$$t = t_1 + \frac{d}{d_2} \times (t_2 - t_1)$$

où :
t est le taux d'actualisation
t₁ est le taux de référence correspondant à la date la plus proche précédant la date d'échéance de l'index choisi pour ce tirage
t₂ est le taux de référence correspondant à la date la plus proche suivant la date d'échéance de l'index choisi pour ce tirage

- d** est le nombre de jours exact entre la date la plus proche précédant la date d'échéance de l'index choisi pour ce tirage et celle-ci
- d₂** est le nombre de jours exact entre la date la plus proche précédant la date d'échéance de l'index choisi pour ce tirage et la date la plus proche suivant la date d'échéance de l'index choisi pour ce tirage.

3.3.3.3 - Taux de référence

Les taux de référence sont les Euro Interbank Offered Rate (EURIBOR) minorés de 1/8% et constatés la veille ouvrée de la date retenue pour le changement d'index ou le remboursement anticipé.

En cas de modification affectant la composition et/ou la définition de l'EURIBOR, de même qu'en cas de disparition de l'EURIBOR et de substitution d'un index de même nature ou équivalent, ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le publiant ou les modalités de publication, l'index issu de cette modification ou de cette substitution s'appliquera de plein droit.

3.3.4 – Renouvellement automatique de l'index

Sauf demande émise par l'Emprunteur de changement d'index suivant les modalités exposées à l'article 3.3.5, l'index en cours est automatiquement renouvelé au terme de sa période d'intérêt.

3.3.5 - Changement d'index

Sous réserve d'un préavis précisé ci-dessous et sur simple demande suivant modèle figurant en annexe 2, adressée par télécopie au service de gestion des prêts au secteur public et parapublic de la Société Générale, faisant preuve des instructions à la Banque et dont copie sera également transmise par l'Emprunteur au Comptable Public teneur de son compte, l'Emprunteur peut solliciter l'application d'un autre index mentionné à l'article 3.1.

Le préavis de changement d'index est de :

- un jour ouvré, si le changement d'index a lieu à l'échéance de la période de l'index en cours.
- dix jours ouvrés, si le changement d'index a lieu hors échéance de la période de l'index en cours.

L'Emprunteur indique dans sa demande le nouvel index à appliquer.

Le changement d'index hors échéance de la période de l'index en cours donne lieu à des modalités spécifiques de décompte et de perception d'intérêts exposées aux articles 3.3.2.3 (TAG) et 3.3.3.3 (EURIBOR).

ARTICLE 4 : Consolidation des tirages

4.1 – Demande de consolidation

Pendant la phase de mobilisation du Prêt et au plus tard à la date de fin de la phase de mobilisation définies à l'article 1, l'Emprunteur consolide le ou les tirages en cours, individuellement ou en les agréant.

Un tirage peut également être consolidé le jour même de sa mise à disposition. La consolidation d'un tirage se définit comme la fixation du profil d'amortissement définitif dudit tirage.

Au plus tard un jour ouvré avant la date de consolidation souhaitée, l'Emprunteur et la Banque conviennent par téléphone des éléments suivants :

- montant du tirage consolidé
- date de prise d'effet de la consolidation
- profil d'amortissement du capital :
 - 1/ durée
 - 2/ échéancier :
 - linéaire (échéances périodiques égales en capital)
 - progressif (échéancier en capital correspondant à celui d'un prêt à taux fixe amortissable par échéances périodiques constantes en capital et intérêts, le taux d'intérêt à prendre en considération étant indiqué par l'Emprunteur)
 - spécifique : dates et montants des échéances de remboursement déterminées par l'Emprunteur
- taux de fixe de marché choisi dans le respect des dispositions énoncées à l'article 4.3.

La Banque et l'Emprunteur s'autorisent mutuellement à procéder à l'enregistrement des conversations téléphoniques relatives au choix des caractéristiques du tirage et du taux fixe de marché. Le jour même, la Banque confirme par télécopie « La Confirmation » adressée à l'Emprunteur les caractéristiques du tirage et du taux fixe de marché retenu. A réception, l'Emprunteur signe et date cette Confirmation, appose son cachet et la retourne le jour même par télécopie au service de gestion des prêts au secteur public et parapublic de la Société Générale. L'Emprunteur adresse une copie de cette demande et de la Confirmation au comptable public teneur de son compte.

L'application d'un taux fixe de marché est réservée aux tirages consolidés. Elle est possible quelque soit le profil d'amortissement du tirage sous réserve qu'à la date de prise d'effet du taux fixe de marché, le capital restant dû du tirage soit supérieur à EUR 1 000 000 (un million d'euros).

L'application d'un taux non prévu dans ce contrat donnera préalablement lieu à délibération ou décision de l'Emprunteur rendue exécutoire puis signature d'un avenant au présent contrat, à convenir entre la Banque et l'Emprunteur, mentionnant les conditions spécifiques de changement de taux ou remboursement anticipé du tirage consolidé en cours de période d'application du taux fixe de marché. Pendant toute la durée du Prêt, la somme du profil d'amortissement du tirage effectué et des profils d'amortissement des tirages antérieurs consolidés ou non ne doit jamais excéder le montant du profil d'amortissement maximum autorisé du prêt défini à l'article 1.

A réception de la demande de consolidation, et sous réserve du respect des termes de l'alinéa ci-dessus, le service de gestion des prêts au secteur public et parapublic de la Société Générale adresse à l'Emprunteur, par courrier, le tableau d'amortissement définitif du tirage consolidé.

4.2 - Remboursement des tirages consolidés

4.2.1 – Remboursement normal des tirages

Les échéances de remboursement du capital sont exigibles et payables conformément au profil d'amortissement de chaque tirage consolidé. La Banque adresse un avis à l'Emprunteur, par courrier, 28 jours avant chaque échéance de remboursement du capital. Si la date de paiement est un jour non ouvré, le règlement sera effectué le premier jour ouvré précédent.

4.2.2 – Remboursement anticipé d'un tirage

Sous réserve d'un préavis de dix jours ouvrés et sur simple demande adressée par télécopie au service de gestion des prêts au secteur public et parapublic de la Société Générale, faisant preuve des instructions à la Banque et dont copie sera également transmise par l'Emprunteur au Comptable Public teneur de son compte, l'Emprunteur peut solliciter le remboursement anticipé d'un tirage consolidé.

Le remboursement anticipé d'un tirage consolidé est définitif et ne peut en aucun cas donner lieu à remise à disposition de fonds ultérieure.

En cas de remboursement anticipé total, le tirage sera résilié à la date retenue pour le remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, le montant remboursé ne pourra porter que sur une somme minimum de 1 000 000 euros. Il sera affecté en priorité au règlement de toute somme exigible en principal et/ou en intérêts due à la Banque au titre du présent Prêt. L'Emprunteur devra alors préciser s'il choisit de réduire le montant des échéances de remboursement restant dues à la date de remboursement anticipé et/ ou la durée du tirage consolidé. Un nouveau tableau d'amortissement sera remis à l'Emprunteur, tout remboursement anticipé partiel étant définitif.

Le remboursement anticipé d'un tirage consolidé donne lieu à des modalités spécifiques de décompte et de perception d'intérêt exposées à l'article 4.3.2.

4.3 - Taux d'intérêt du Prêt

Le taux initialement choisi à la mise en place du Prêt, conformément aux dispositions de l'article 4.1, pour une consolidation qui interviendra le 28/08/2012 est un taux fixe de marché conformément à la confirmation de tirage du 06/05/2011 et jointe en annexe 3 du présent contrat.

Le Prêt portera intérêts sur un taux fixe de marché, soit 4.3650 % l'an hors frais.

Le taux fixe de marché faisant l'objet d'une application à départ différé au 28/08/2012, il est précisé qu'en cas de résiliation du contrat pour quelque cause que soit avant la date d'entrée en phase de consolidation, soit le 28/08/2012, l'Emprunteur sera redevable d'une éventuelle Soutle dont le montant sera calculé et payé à la Banque selon les modalités prévues à l'article 5.4.

4.3.1 - Décompte et perception des intérêts

Sauf mention particulière dans La Confirmation, les intérêts sont décomptés compte tenu du nombre exact de jours courus, rapporté à 360 jours.

La banque adresse 28 jours avant la date d'échéance de la période d'Intérêt considérée, par courrier, à l'Emprunteur un avis de recouvrement mentionnant les intérêts dus au titre de cette période. Les intérêts sont exigibles et payables à la date d'échéance de la Période d'intérêt considérée, ou la veille ouvrée si ce jour est un jour non ouvré.

4.3.2 – Soutle

Le changement de taux ou le remboursement anticipé du tirage donnent lieu à des modalités spécifiques de décompte et de perception d'intérêt exposées ci après.

L'Emprunteur devra régler à la Banque ou percevra de la Banque une soutle correspondant aux intérêts courus et aux coûts supportés ou aux gains acquis par la Banque en conséquence du dénouement par anticipation des différents instruments financiers à terme mis en place en couverture du tirage ou du fait de la conclusion par la Banque d'instruments financiers à terme destinés à la couvrir des risques de marché induits par le changement de taux ou le remboursement par anticipation dudit tirage.

La Banque transmettra à l'Emprunteur, au plus tard 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande de changement de taux de remboursement anticipé, une cotation indicative du montant de cette soutle.

Après réception de cette information sur le montant indicatif de la soutle, l'Emprunteur devra confirmer sa demande de changement de taux ou de remboursement anticipé, cette confirmation étant donnée téléphoniquement puis immédiatement par télécopie, au plus tard 5 jours ouvrés avant la date de changement de taux ou de remboursement anticipé (la " Confirmation ").

Si cette Confirmation est effectivement donnée par l'Emprunteur, le montant définitif de la soutle sera indiqué par la Banque à l'Emprunteur à la date de changement de taux ou de remboursement anticipé, avant 15 heures. L'Emprunteur donnera verbalement son accord sur ce montant et le confirmera par télécopie avant 16 heures à cette même date (" l'Accord ").

A défaut de réception de la télécopie relative à l'Accord avant 16 heures à la date de changement de taux ou de remboursement anticipé, le changement de taux ne pourra être effectué ou le tirage ne pourra être remboursé par anticipation.

Lorsque cette soultte est due par l'Emprunteur, elle ne correspond pas à une indemnité au profit de la Banque, mais correspond au coût entraîné par la résiliation anticipée du contrat et, si le Prêt a été mis en tout ou partie à la disposition de l'Emprunteur, à son remboursement anticipé total ou partiel.

Cette somme sera notifiée à l'Emprunteur par l'envoi d'une télécopie la veille ouvrée de la date retenue pour le remboursement anticipé et devra être payée à la Banque au plus tard 15 jours après cette date .

ARTICLE 5 : Exigibilité anticipée - Résiliation du contrat

5.1 - Exigibilité de plein droit

Toutes les sommes dues par l'Emprunteur à la Banque au titre du présent contrat seront exigibles par anticipation immédiatement et de plein droit, en cas :

- d'annulation pour quelque cause que ce soit des délibérations ou de la décision d'emprunt visées à l'article 2, annulation dont l'Emprunteur s'engage à informer la Banque sans délai,
- d'annulation pour quelque cause que ce soit du présent contrat,
- ainsi que dans tous les cas où la loi le permet.

Dans l'un quelconque des cas ci-dessus, la Banque informera l'Emprunteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au domicile ci-après élu, qu'elle prononce l'exigibilité du Prêt en application des dispositions du présent article. Elle n'aura à remplir aucune autre formalité. Le paiement ou les régularisations postérieures à cette lettre ne feront pas obstacle à cette exigibilité anticipée.

5.2 - Exigibilité facultative

De même, la Banque pourra, si elle le souhaite, rendre exigible par anticipation toutes les sommes dues par l'Emprunteur au titre du présent contrat dans l'un des cas suivants :

- non paiement à son échéance d'une somme quelconque devenue exigible au titre du présent contrat,
- non respect de l'un quelconque des engagements souscrits par l'Emprunteur au titre du présent contrat,
- exercice d'un recours en annulation par l'organe de tutelle des délibérations ou de la décision d'emprunt susvisées et/ou du présent contrat,
- non information de la Banque par l'Emprunteur de tout recours initié par l'organe de tutelle dans le délai de recours contentieux,
- dissolution de l'Emprunteur,
- modification de la personnalité morale de l'Emprunteur,
- fusion, regroupement ou scission de l'Emprunteur

Dans l'un quelconque des cas ci-dessus, la Banque informera l'Emprunteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'elle prononce l'exigibilité du Prêt en application des dispositions du présent article. Elle n'aura à remplir aucune autre formalité. Le paiement ou les régularisations postérieures à cette lettre ne feront pas obstacle à cette exigibilité anticipée.

5.3 - Conséquences d'une exigibilité anticipée

L'envoi par la Banque à l'Emprunteur de la lettre recommandée visée aux paragraphes "Exigibilité de plein droit" et "Exigibilité facultative" entraînera automatiquement :

- la résiliation du présent contrat, étant toutefois précisé que les dispositions du contrat opposables à l'Emprunteur continueront à s'appliquer jusqu'au complet règlement du Solde de Résiliation défini ci-après,
- le non-décaissement du Prêt, pour autant que ce décaissement ne soit pas déjà intervenu,
- l'établissement par la Banque du Solde de Résiliation dû par l'Emprunteur. Son calcul, effectué selon les dispositions de l'article 5.4 ci-dessous, interviendra à une date définie par la Banque (ci-après, la "Date de Résiliation") qui se situera dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de la lettre recommandée susvisée.

5.4 - Solde de résiliation

Le Solde de Résiliation établi par la Banque à la Date de Résiliation sera égal au principal du Prêt restant dû à cette date augmenté des intérêts dus à la Banque à la Date de Résiliation et majoré le cas échéant de la Soultte Actuarielle telle que stipulée aux articles 3.3.3.3 et 4.3.2.

Le Solde de Résiliation sera, le cas échéant, augmenté de tous frais et accessoires supportés par la Banque du fait de ses actions en recouvrement de sa créance. Il sera notifié à l'Emprunteur par lettre recommandée avec accusé de réception et exigible de plein droit 10 jours ouvrés après la date d'envoi de la notification du Solde de Résiliation.

ARTICLE 6 : Comptabilisation du prêt

La comptabilisation du Prêt s'effectuera dans des comptes internes de la Banque ouverts dans ses livres et identifiés au nom de l'Emprunteur. Ces comptes internes n'enregistreront que les écritures nécessaires à la gestion du Prêt. L'Emprunteur reconnaît que la réalisation du prêt et son remboursement seront suffisamment justifiés par les écritures internes de la Banque.

ARTICLE 7 : Intérêts de retard

Toute somme due au titre du contrat, y compris le Solde de Résiliation (tel que défini à l'article 5.4 ci-dessus), portera intérêt de plein droit à compter de sa date d'exigibilité normale ou anticipée et jusqu'à sa date effective de paiement sur la base de EONIA majoré de 400 points de base, cela sans qu'il soit besoin pour la Banque de procéder à une quelconque mise en demeure préalable. L'EONIA est défini à l'article 3.3.1

En cas de modification affectant la composition et/ou la définition de l'EONIA, de même qu'en cas de disparition de l'EONIA et de substitution d'un index de même nature ou équivalent, ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le publiant ou les modalités de publication, l'index issu de cette modification ou de cette substitution s'appliquera de plein droit.

Cette stipulation ne pourra nuire à l'exigibilité survenue et par suite valoir accord de délai de règlement.

Les intérêts de retard seront capitalisés, s'ils sont dus pour une année entière, conformément à l'article 1154 du Code Civil.

ARTICLE 8: Taux effectif global

La Banque informe l'Emprunteur que, sur la base du taux fixe de marché choisi à la mise en place du Prêt avec une prise d'effet le 28/08/2012 :

- la Période d'Intérêt est mensuelle.
- le taux de période est de 0.3743 %.
- le taux effectif global, qui est le taux annuel proportionnel au taux de période, ressort à 4.49 % l'an.

ARTICLE 9 : Survenance de circonstances nouvelles

En cas d'entrée en vigueur d'une nouvelle loi, d'une nouvelle réglementation, modification d'une loi ou d'un quelconque texte à caractère obligatoire ou modification de l'interprétation judiciaire ou administrative qui en est faite, dont il résulterait que l'un des termes du présent contrat est illicite ou que la rémunération de la Banque est réduite, la Banque notifiera la survenance de l'un de ces événements à l'Emprunteur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La Banque et l'Emprunteur disposeront alors d'un délai de 30 jours calendaires à compter de cette notification pour négocier une solution mutuellement satisfaisante pour, selon le cas, rendre licites les termes du présent contrat ou encore éviter que la rémunération de la Banque ne soit réduite.

Si à l'issue de cette période, aucune solution ne peut être trouvée, le présent contrat sera résilié de plein droit et les sommes dues par l'Emprunteur exigibles de plein droit. La Banque calculera le Solde de Résiliation, en appliquant les dispositions de l'article 5.4 "Solde de Résiliation", à une date définie d'un commun accord (la "Date de Résiliation"). A défaut d'un tel accord, la Banque arrêtera la Date de Résiliation qui interviendra dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la fin du délai de trente jours calendaires prévu ci-dessus.

ARTICLE 10 : Cessibilité du Prêt

La Banque se réserve la possibilité de céder à tout moment, totalement ou partiellement, sa créance à l'encontre de l'Emprunteur au titre du présent Prêt, par tous moyens de droit, tels que cession, subrogation, endossement des effets émis en représentation du concours ou autrement.

De même, la Banque se réserve le droit d'inclure le présent Prêt dans une opération de titrisation ou de céder le Prêt à une société de crédit foncier régie par les articles L 515-13 et L 515-33 du Code Monétaire et Financier.

ARTICLE 11 : Election de domicile – Service de gestion des prêts au secteur public et parapublic

Pour l'exécution des présentes et pour leurs suites, domicile est élu par la Banque en son agence de PARIS BERCY 12, avenue Ledru Rollin 75012 PARIS et pour l'Emprunteur en son adresse : 16, Rue de la Banque 75002 PARIS.

Les coordonnées du service de gestion des prêts au secteur public et parapublic de la Société Générale sont :

Société Générale
Pôle Services Clients Val de Fontenay
Gestion des prêts au secteur public et parapublic
BP 35
94 121 FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX
Téléphone : 01 53 99 29 00
Télécopie : 01 53 99 28 28

ARTICLE 12 : Informations destinées à la Banque

Pour permettre les opérations de mise à disposition des fonds, paiements des intérêts, remboursement du capital et gestion, l'Emprunteur communique ci-après à la Banque les informations suivantes:

- son numéro d'identification INSEE :
- son numéro de télécopie :
- son courriel :

Et, en ce qui concerne son poste comptable et la domiciliation de son compte :

Poste comptable :

- intitulé précis :
- numéro codique (6 chiffres) :
- adresse postale :
- numéro de télécopie :
- courriel :

Domiciliation bancaire (joindre un relevé d'identité bancaire) :

- Code banque :
- Code guichet :
- N° de compte :
- Clé RIB :

ARTICLE 13 : Impôts et frais

13.1 - Impôts

Le paiement de toute somme due par l'Emprunteur en vertu du présent contrat devra être effectué net de tout impôt, retenue à la source ou prélèvement de quelque nature que ce soit présent ou futur.

13.2 – Frais

Tous les frais engagés par la Banque pour la mise en place du présent contrat et son exécution, notamment en cas de défaut de l'Emprunteur, seront à la charge de l'Emprunteur. Il en sera de même de tous les frais, honoraires engagés par la Banque, même non répétables, en vue du recouvrement des sommes dues par l'Emprunteur.

ARTICLE 14 : Modalités de mise à disposition des fonds et de règlement des échéances

Mise à disposition par crédit d'office et règlement des échéances par débit d'office

Par convention en date du 16 avril 2009, la Société Générale a adhéré à la procédure de Débit / Crédit d'Office (DCO), circuit financier proposé par la Direction Générale de la Comptabilité Publique du Ministère des Finances.

La mise à disposition des fonds s'effectuera suivant la procédure de crédit d'office.

Les règlements seront effectués suivant la procédure de débit d'office.

Les règlements seront effectués selon la procédure précisée par l'Instruction n° 88.141 KI.MO du 15 Décembre 1988 du Ministère du Budget - Direction de la Comptabilité Publique, par domiciliation des échéances. Cette procédure est dématérialisée dans le cadre du circuit du débit crédit d'office.

A cet effet, l'Emprunteur souscrira une formule de domiciliation permanente valant également autorisation de régler sans mandatement préalable.

A chaque date d'échéance fixée, le règlement interviendra à la seule initiative du Comptable assignataire, après réception de l'avis de débit de la Banque.

En cas de défaut de la procédure de débit - crédit d'office :

- la mise à disposition des fonds s'effectuera par virement au crédit du compte de l'Emprunteur mentionné à l'article 12.

- le paiement des échéances et de toute somme due par l'Emprunteur s'effectuera suivant la procédure de règlement sans mandatement préalable. La Société Générale adressera un avis de débit et le comptable assignataire effectuera à sa seule initiative un virement à l'ordre de la Société Générale sur le compte interne numéro 03327-00007623645-15.

- Le paiement des échéances et toute somme due sera effectué selon la procédure précisée par l'Instruction n° 88.141 KI.MO du 15 Décembre 1988 du Ministère du Budget - Direction de la Comptabilité Publique, par domiciliation des échéances.

- A cet effet, l'Emprunteur souscrira une formule de domiciliation permanente valant également autorisation de régler sans mandatement préalable par virement à l'ordre de la Société Générale sur le compte interne numéro 03327-00007623645-15.

- A chaque date d'échéance fixée, le règlement interviendra à la seule initiative du Comptable assignataire, après réception de l'avis de débit de la Banque.

ARTICLE 15 : Commissions

15.1 - Commission de réservation

Néant.

15.2 - Commission de non utilisation

A compter de la date du signature du présent contrat et jusqu'à la date de fin de la phase de mobilisation du Prêt définie à l'article 1, une commission de non utilisation égale à 0.20 % l'an s'appliquera à la différence entre le montant global du prêt et l'encours moyen des tirages effectués et sera perçue par la Banque, à l'échéance de chaque semestre civil écoulé, et au terme de la phase de mobilisation. Le décompte de la commission de non utilisation s'effectue sur la base d'une année de 360 jours.

ARTICLE 16 : Garanties

Néant.

ARTICLE 17 : Absence de renonciation

Le non-exercice ou l'exercice tardif par la Banque de tout droit découlant du présent contrat, ne constituera pas une renonciation au droit en cause. De même, l'exercice partiel d'un tel droit ne fera pas obstacle à l'exercice ultérieur de droits non encore pleinement exercés. Les droits visés au présent article se cumulent avec tout droit qui pourrait découler de la loi.

ARTICLE 18 : HABILITATIONS

Les opérations de mise à disposition, remboursement anticipé, choix d'un index ou d'un taux sont effectuées par les personnes habilitées en vertu d'un arrêté portant délégation de signature pour les opérations financières utiles à la gestion des emprunts. Cet arrêté, certifié exécutoire, est transmis au service de gestion des prêts au secteur public et parapublic de la Société Générale préalablement à la réalisation des dites opérations.

ARTICLE 19 : Droit applicable

Le droit français sera applicable au présent contrat et les tribunaux français seront compétents.

Fait en trois exemplaires.

A FONTENAY SOUS BOIS le

Pour la Société Générale

A PARIS., le/...../.....

Pour l'Emprunteur,
Nom et qualité du signataire

(cachet et signature)

ANNEXE 1

DELIBERATION OU DECISION RENDUE EXECUTOIRE

ANNEXE 2

SOCIETE GENERALE
PÔLE SERVICES CLIENTS VAL DE FONTENAY
GESTION DES PRETS AU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC
BP 35
94 121 FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX

TELECOPIE : 01 53 99 28 28
TELEPHONE : 01 53 99 29 00

DEMANDE D'OPERATION - PHASE DE MOBILISATION – CONTRAT N° 0642/1
(cocher l'opération demandée)

En application des dispositions de l'article 3.1 du contrat de prêt conclu entre la Société Générale, Agence de PARIS BERCY ENTREPRISES , et LE SYNDICAT MIXTE AUTOLIB' en date du / / je vous demande de bien vouloir procéder à l'opération désignée ci-dessous.

☐ **Mise à disposition d'un tirage**

Montant :

Date de mise à disposition : .. / .. /

Date d'échéance (si différente de la date de fin de la phase de mobilisation) : .. / .. /

Indexation :

- EONIA
- TAG, la périodicité de l'index étant de ... mois (1 à 12 mois)
- EURIBOR, la périodicité de l'index étant demois (1 à 12 mois)

☐ **Changement d'index sur un tirage en cours**

Montant initial du tirage :

Date de mise à disposition initiale du tirage : .. / .. /

Indexation en cours :

- EONIA
- TAG, la périodicité de l'index étant de ... mois (1 à 12 mois), initialement applicable jusqu'au .. / .. /
- EURIBOR, la périodicité de l'index étant demois (1 à 12 mois), initialement applicable jusqu'au .. / .. /

Nouvelle indexation souhaitée :

- EONIA
- TAG, la périodicité de l'index étant de ... mois (1 à 12 mois)
- EURIBOR, la périodicité de l'index étant demois (1 à 12 mois)

Date d'effet de la nouvelle indexation : .. / .. /

☐ **Remboursement anticipé d'un tirage**

Montant initial du tirage :

Date de mise à disposition initiale du tirage : .. / .. /

Montant remboursé :

Date de remboursement : .. / .. /

Indexation en cours :

- EONIA
- TAG, la périodicité de l'index étant de ... mois (1 à 12 mois), initialement applicable jusqu'au .. / .. /
- EURIBOR, la périodicité de l'index étant demois (1 à 12 mois), initialement applicable jusqu'au .. / .. /

Nom et qualité du signataire
(cachet et signature)

ANNEXE 3

Copie de la confirmation de taux de marché visée à l'article 4.3

ANNEXE 4

Tableau d'amortissement

REGLEMENT SANS MANDATEMENT PREALABLE

**REGLEMENTS PAR L'INTERMEDIAIRE
DES SERVICES DU TRESOR**

**DESIGNATION
DE L'ORGANISME PRETEUR**

J'ai l'honneur de vous informer que je donne mon accord pour que soit réglé sans mandatement préalable, par l'intermédiaire des services du Trésor, le montant des annuités du Prêt dont les caractéristiques sont indiquées ci-après.

Les présentes instructions sont valables jusqu'à révocation expresse qu'il m'appartiendra de signifier en temps utile.

A PARIS , le

Signature de l'ordonnateur :

Caractéristiques du Prêt	Titulaire du contrat de Prêt : SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'.	
	Références du contrat : n° <input type="text" value="0642/1"/> Echéance : <input type="text" value="28/12/2022"/> J M	
	Montant du Prêt : 18 000 000.00 EUR (DIX HUIT MILLIONS D EUROS)	
A remplir par le Comptable assignataire	Désignation du poste : <input type="text"/>	Cachet du poste
	Numéro codique du poste : <input type="text"/>	

.....

Monsieur le
(trésorier-payeur général, receveur municipal)

**DESIGNATION
DE L'ORGANISME PRETEUR**

Je vous prie de bien vouloir régler sans mandatement préalable le montant des annuités du Prêt désigné ci-après.

Caractéristiques du Prêt	Titulaire du contrat de Prêt : SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'.	
	Références du contrat : n° <input type="text" value="0642/1"/> Echéance : <input type="text" value="28/12/2022"/> J M	
	Montant du Prêt : 18 000 000.00 EUR (DIX HUIT MILLIONS D EUROS)	

A , le
Signature de l'ordonnateur :

Prière de remplir les deux parties de cet imprimé et de les adresser sans les séparer au Comptable assignataire de votre Collectivité.

Cachet du
Comptable assignataire

REGLEMENT DES ANNUITES

Le montant des annuités du Prêt dont les caractéristiques figurent au recto sera versé, à l'échéance après prélèvement sur la Collectivité intéressée, sur le compte dont les caractéristiques figurent ci-dessous :

- organisme teneur de compte (C.C.P., banque, trésorerie générale, etc.) :
-
- numéro de compte :

A, le

Le Comptable assignataire :

AVIS DE DEBIT

Désignation
de l'organisme Prêteur

AVIS DE DEBIT

Chiffre contrôle	Date de prélèvement			Référence contrat de Prêt	Montant de l'annuité
	J	M	A		

Compte à créditer : N°

Poste Comptable assignataire	Numéro codique	Collectivité titulaire du contrat

Conformément à l'accord donné par le représentant de la Collectivité pour le règlement sans mandatement préalable des annuités du Prêt désigné ci-dessus

